

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-Garde-Indigene-du-Peuple-Nasa-en-Colombie-demande-l-auto-contrôle-territorial-de-Cauca-avec-la-mediation-de-l-ex-juge-Garzon>

La « Garde Indigène » du Peuple Nasa en Colombie demande l'auto-contrôle territorial de Cauca avec la médiation de l'ex-juge Garzón

Date de mise en ligne : vendredi 13 juillet 2012

- Notre Amérique - Frère Indigène -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les indigènes du département de Cauca ont pris des postes de garde et des antennes militaires. Ils exigent le retrait de troupes de l'armée régulière et aussi que partent de la zone les guérilleros des FARC.

Près de cent indigènes ont délogé hier les troupes de l'armée colombienne dans le département de Cauca et ont demandé que l'ex-juge espagnol Baltasar Garzón soit leur interlocuteur avec le gouvernement. Cependant, le ministre des Relations extérieures de la Colombie, Marie Angela Holguín, a réaffirmé hier que les militaires n'abandonneront pas le lieu.

Les membres de la dite « Garde Indigène » ont démonté les guérites des postes de garde et ont recouvert les tranchées des militaires qui protégeaient des antennes de télécommunications civiles et qui avaient leur base sur la colline Berlin, située à une heure de chemin du centre de la ville de Toribio, ayant pris le contrôle du lieu.

« En ce moment nous avançons dans la prise du contrôle (territorial) », a soutenu leur leader, Feliciano Valencia, conseiller de l'Association de Conseils Indigènes du Nord du Cauca (ACIN). « Nous demandons que pour le dialogue et la concrétisation de la proposition soit désigné le juge Baltasar Garzón pour préparer cet espace de dialogue vaste et ouvert », a affirmé le dirigeant. La pétition renvoie à ce que l'ex-juge de l'Audience Nationale d'Espagne a collaboré à la défense des droits des communautés aborigènes du Cauca, qui se sont déclarés neutres en face du conflit armé que la Colombie vit depuis presque 50 ans.

Il y a un an, les indiens ont rendu hommage à Garzon dans le Cauca, où l'ex-juge a exprimé qu'il était dans ce lieu comme un ami des indigènes. Valencia a expliqué que l'occupation de cette colline s'ajoute à la destruction de trois autres fortifications construites par la police dans la zone urbaine de Toribio, ainsi qu'à leurs contacts avec guérilleros de deux campements des FARC situés dans les montagnes voisines.

Après quelques jours de harcèlement des *Forces armées Révolutionnaires de la Colombie* (FARC) et de bombardements de l'armée, le président de la Colombie, Juan Manuel Santos, s'est rendu mercredi sur la zone et a annoncé qu'il ne démilitariserait même pas « *un seul centimètre* » du Cauca, l'un des départements de la Colombie où le conflit armé génère le plus de violence et qui est majoritairement habitée par des indigènes du Peuple Nasa. La visite du président s'est effectuée dans le cadre d'un conseil des ministres chaotique, puisque les indigènes ont reçu le président par des huées et ont exigé de lui qu'il retire les militaires et les policiers de la zone. Par la suite, les indiens se sont dirigés vers les barrages que les FARC avaient édifés autour du village pour leur demander de se retirer aussi. C'est que les attaques les plus récentes des FARC contre diverses populations du Cauca ont fait ces derniers jours un enfant mort et au moins 15 blessés civils. Selon les indigènes, la Constitution colombienne reconnaît l'autonomie des peuples aborigènes, qui dans le cas des Nasa ont formé la « *Garde Indigène* » pour exercer le contrôle territorial.

Pour sa part, le ministre des Relations Extérieures de la Colombie a répondu aux questions de la presse au siège central de l'Organisation de Nations Unies (ONU) de New York et a souligné que l'armée colombienne n'abandonnera pas le département de Cauca malgré l'insatisfaction des communautés aborigènes de la zone. « *Les habitants indigènes sont insatisfaits par les mesures de sécurité, mais le gouvernement réitère qu'il continuera de travailler et de renforcer sa capacité à pouvoir redonner la tranquillité aux habitants du Cauca* », a-t-elle ajouté. La ministre, qui a présidé un débat au Conseil de Sécurité de l'ONU sur la Commission de Consolidation de la paix, a reconnu que le Cauca vit un moment « *très agité* », mais elle a assuré, comme l'a fait mercredi le président colombien, que l'armée continuera d'agir. Holguín a expliqué que la région, malmenée par les attaques des *Forces*

armées Révolutionnaires de la Colombie et les combats avec les militaires colombiens, compte une majorité de population indigène qui veut contrôler par elle-même sa propre sécurité, quelque chose qu'elle a qualifié de « complètement impossible ».

« L'armée ne va pas se retirer, et nous voudrions arriver à travailler avec eux. C'est un moment dans lequel il y a beaucoup d'insatisfaction, mais on va restaurer le calme sur la zone », a-t-elle souligné. De plus, la ministre des affaires étrangères a dit que le sujet n'a pas soulevé d'intérêt dans aucune des rencontres qu'elle a menées aujourd'hui aux Nations Unies.

[Página12](#). Buenos Aires, le 13 juillet 2012.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo](#). Paris, le 13 juillet 2012.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).